

Le président américain Donald Trump s'entretient avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, avant leur rencontre au Forum économique mondial de Davos, le 21 janvier 2020.



Réformes salvatrices

Bye Bye America : quel modèle économique pour l'Europe dans un monde post-mondialisation ?

Alors que l'Europe a plus de difficultés à vendre ses excès de production sur le reste des marchés mondiaux et au regard des bouleversements provoqués par Donald Trump et Elon Musk, quelles sont les solutions économiques pour l'Europe dans un monde post-mondialisation ?

Atlantico : Au regard des ruptures provoquées par Donald Trump comme des contraintes énergétiques, technologiques et géopolitiques qui pèsent sur nous, quel modèle économique pour l'Europe dans un monde post-mondialisation ? Et notamment pour une Europe qui a aujourd'hui plus de difficulté à vendre ses excès de production sur le reste des marchés mondiaux ?

Jean-Marc Siroën : L'Europe n'a pas attendu le retour de Donald Trump pour s'interroger sur son avenir et sa place dans le monde. Les rapports Letta et Draghi avaient déjà ouvert le débat sur le recul de l'Europe. Ils sont maintenant dépassés par la fin avérée de la bienveillance américaine.

D'une part, les mesures protectionnistes qui vont vraisemblablement être prises contre l'Europe (un droit de douane de 25% est annoncé) affecteront davantage les exportations européennes que leurs importations. Sans doute faudrait-il alors envisager des mesures de rétorsions qui viseraient davantage les services, point fort des Etats-Unis (comme les droits de la propriété intellectuelle). Ce retour au protectionnisme pourrait aussi désinhiber l'Europe vis-à-vis de pays tiers comme la Chine mais en veillant à ce que les mesures prises visent moins les matières premières et composants que les produits finis (ce que ne réussit

pas la taxe carbone aux frontières). Le plus grand danger du protectionnisme américain risque néanmoins d'être la délocalisation de l'industrie européenne aux Etats-Unis ou dans les pays qui ne seraient pas affectés par la hausse des droits de douane (s'il y en a !).

D'autre part, le choc le plus important pourrait venir du désengagement des Etats-Unis d'autant plus disruptif qu'il apparaît comme une victoire de la Russie. Sans parler d'économie de guerre (puisque l'UE n'est pas en guerre) les dépenses de défense devront s'accroître au-delà des 2% traditionnels ce qui implique un financement budgétaire au moment même où un certain nombre de pays, dont la France, doivent serrer les cordons de la bourse. Mais après tout, les Etats-Unis sont eux-mêmes bien plus endettés que les Européens et payent pour cela un taux d'intérêt sensiblement plus élevé : 4,4% contre 2,4% pour l'Allemagne.

Paradoxalement la crise actuelle, plus politique qu'économique, est non pas une chance (le terme serait déplacé) mais une occasion pour l'Europe de s'intégrer davantage là où elle perd à ne pas l'être, à la fois pour être plus indépendante mais aussi pour bénéficier des effets de dimension et donc d'une plus grande compétitivité. Concrètement, le désengagement américain doit pousser à une intégration des marchés liés à la sécurité, notamment dans l'industrie de défense.

Enfin, ne jetons pas non plus le bébé vert avec l'eau du bain populiste. Les objectifs de décarbonation loin d'être abandonnés doivent accompagner la revitalisation d'une Europe arrivée en retard et avec du plomb dans ses chaussures face aux productions chinoises. Qu'on le veuille ou pas, l'avenir de l'industrie automobile n'est pas dans le thermique, ce qui n'empêche pas de repenser les modalités de la transition et si nécessaire, le calendrier. Et puis, l'Europe est aujourd'hui plutôt sur la bonne voie, mais qui peut être très longue encore, pour trouver une réponse à une de ses faiblesses principales : une énergie plus rare et donc plus chère qu'ailleurs et qui devra être décarbonée, ce qui n'est pas nécessairement contradictoire avec un prix plus compétitif.

Cela implique un effort supplémentaire d'investissement et de recherche pour permettre à l'Europe de faire un saut technologique à la fois pour trouver sa place dans les grandes transitions qui s'engagent (dans l'automobile, l'énergie, la santé, etc.), et les changements qu'annonce l'IA même si ceux-ci sont encore un peu flous.

La question du financement sera évidemment au cœur des débats à venir mais, à entendre les dirigeants baltes, danois, polonais et même le futur Chancelier allemand, même les « pays frugaux » seraient prêts à revoir leur doctrine. Ils ont compris que le coût de sécurité politique et économique a un prix qui ne sera plus supporté par les Etats-Unis dont l'objectif affirmé est au contraire de faire participer l'Europe, Ukraine incluse, à la réduction de son déficit budgétaire abyssal via, notamment, la hausse des droits de douane (ce qui est par ailleurs illusoire puisqu'ils seront surtout payés par les consommateurs américains).

Encore faudra-t-il que cette révolution se fasse en ordre et de la manière la plus coopérative possible quitte à revenir à l'ancien concept d'Europe à plusieurs vitesses. Et puis des leçons

restent à tirer sur la politique européenne pendant la période Covid.

Pour se rassurer on dira que, comme chacun sait, l'Europe ne progresse jamais aussi vite qu'en période de crise. On y est.

Don Diego De La Vega : Vous parlez de défis énergétiques, géopolitiques, commerciaux, mais il y a aussi un autre défi qui est posé par Donald Trump à l'Union européenne : le défi organisationnel. Cela repose sur la question du modèle économique, sur la fin de l'État-providence et sa réforme.

La particularité de l'Europe est qu'elle est la championne du monde de la dépense "sociale". Notre spécialité en Europe est de créer des flux, comme à travers des pipelines géants, où matin et soir de l'argent est prélevé sur les classes moyennes pour le redistribuer. Cette sorte de gigantesque système hydraulique connaît des pertes absolument gigantesques car ce mécanisme de redistribution fait fonctionner des bureaucraties absolument titanesques, avec tout un tas de dysfonctionnements et cela dure depuis cinq décennies. En effet, la crise de l'État providence date de 1974, et elle n'a pas été colmatée en 51 ans d'efforts où l'on nous parle toujours de crise de l'État providence. Voilà la particularité de l'Europe.

Le défi principal que nous pose Trump repose sur le DOGE d'Elon Musk, le Département de l'efficacité gouvernementale. Les Européens vont être obligés de revoir votre copie et être contraints de faire ce qu'ils n'ont pas fait depuis 50 ans, améliorer la qualité de la dépense et effectuer une véritable réingénierie de la dépense publique. Cela serait absolument inédit. Cette question est très souvent évoquée dans tous les symposiums de Sciences Po depuis des décennies mais elle n'a pas véritablement été appliquée. Cela pourrait être extrêmement intéressant comme défi.

Si le DOGE parvient à accomplir sa mission aux Etats-Unis, les premiers résultats seront rapidement connus car son action s'étend jusqu'en juillet 2026. Dans quinze mois, le monde entier saura si le DOGE a réussi. Cela enverra un signal très fort. Depuis 40 ans, il y a eu de nombreuses expérimentations en Nouvelle-Zélande en 1983, en Suède en 1995. À chaque fois, il s'agissait de petits pays ou de réformes qui permettaient d'alimenter des études de l'OCDE mais ces efforts n'étaient pas véritablement monumentaux. Le DOGE et son action aux Etats-Unis représentent un défi gigantesque.

Si le DOGE parvient à mener à bien ses réformes, cela va obliger l'Europe à réagir. Sinon, les pays de l'Union européenne seront complètement déphasés dans la compétition économique mondiale et seront obligés de revoir leur copie sur un grand nombre de sujets.

Réformer et repenser les dépenses publiques est un chantier gigantesque, absolument colossal. Cela redistribue beaucoup de cartes et de rentes en Europe. Ce défi est bien plus important à mes yeux que le défi énergétique. La révolution de l'huile de schiste n'a pas été anticipée en Europe dans le cadre des défis énergétiques.

La dimension d'un DOGE qui pourrait réussir enverra un signal et peut-être même une obligation de réformes aux pays de l'Union européenne. Le monde politique, notamment en

France, est encore persuadé qu'il va pouvoir continuer à jouer avec la dépense publique, comme d'habitude. Or, il est possible que cela soit beaucoup plus compliqué dans 18 mois. Si Elon Musk réussit à faire ce qu'il a dit, à savoir réduire les dépenses de 4 milliards de dollars par jour en moyenne au cours des 18 prochains mois, ce sera extrêmement compliqué pour les leaders européens d'agir en ignorant le succès du DOGE américain. Les Américains mettront en avant leur succès. Un certain nombre de mécanismes se mettront en place, ce qui obligera à suivre la même stratégie ou à faire semblant de suivre ces mêmes étapes, notamment à cause des taux d'intérêt et des taux de change. Il sera très difficile de lutter face à une Amérique qui bénéficiera d'un choc d'offre positif, tandis que l'Europe apparaîtra définitivement comme une maison de retraite.

L'Union européenne n'a pas vraiment de pouvoir en la matière, puisque la dépense publique est essentiellement nationale, en particulier la dépense sociale. Donc il n'y a quasiment rien de communautarisé. Bruxelles peut inciter à ce qu'il y ait moins de mauvaises dépenses et une moins mauvaise allocation des ressources mais ce sujet est essentiellement national. Comment faire en sorte qu'en Italie, il y ait des dépenses plus productives ? Ce n'est pas évident. Les Italiens semblent accepter l'idée que le Nord travaille pour le Sud. Comment faire en sorte qu'en Allemagne, il y ait une meilleure gestion des dépenses publiques ? Les années d'Angela Merkel ont été des années de chape de plomb sur la question de la réforme. Comment faire en sorte qu'en France les dépenses soient mieux orientées alors que tout le système politique et médiatique est organisé pour faire des chèques et non pas pour essayer de faire en sorte que les dépenses aient plus de sens ?

Le DOGE d'Elon Musk adresse un défi à l'Europe que personne ne veut relever. Les pays de l'UE n'ont pas forcément les bons réflexes pour y répondre. C'est en cela qu'il s'agit réellement d'un défi. S'il fallait trouver 1 milliard d'euros tous les jours de dépenses à abattre, ou en tout cas à re-questionner et à réinventer, il faudrait des vrais managers publics, du leadership dans l'administration, des capitaines d'industrie dans les services administratifs. Il ne faudrait pas avoir des énarques et des directeurs d'hôpitaux à moitié énarques. Il nous faudrait vraiment des entrepreneurs, des personnalités qui ont une culture proche de celle de la Silicon Valley, qui sont habituées à dire non et qui ont des méthodologies vraiment basées sur un budget équilibré. Cela supposerait certainement un casting différent et des méthodes d'évaluation alternatives. Personne ne mesure vraiment ce qui est fait. Il y a très peu d'évaluations de la politique publique. Cela supposerait donc de déployer une réingénierie complète. Si les Européens n'arrivent pas à traiter la question comme aux Etats-Unis, le marché obligataire pourrait adresser un message à l'Europe. Il pourrait y avoir un vrai décalage entre les dettes américaines et les dettes européennes. Cela pourrait aussi avoir un impact sur le marché des changes. Donald Trump n'hésitera pas à fanfaronner sur ses succès. Ce défi est bien plus important que les autres défis sur le plan énergétique ou géopolitique, qui sont des défis plus commentés et documentés. Si les pays de l'Union européenne continuent à mettre la tête dans le sable sur la question des dépenses sociales, cela va nous coûter très cher et les conséquences sur le plan économique seront désastreuses.

Christian Saint-Etienne : Il faut d'abord regarder la réalité. L'Union européenne est en échec, pas seulement à cause de la prise de pouvoir par Donald Trump mais aussi parce que sa croissance économique est très faible depuis 20 ans. L'UE affiche une croissance économique deux fois plus faible que celle des États-Unis et quatre fois plus faible que celle de la Chine depuis sept ou huit ans. C'est un échec complet. Et cela n'est pas seulement dû à des politiques européennes mal adaptées à l'environnement mondial, mais aux institutions européennes elles-mêmes. Ce qui est considérablement plus gênant, évidemment, car la seule façon de s'en sortir est de modifier ces institutions.

Pour comprendre les modifications nécessaires à ces institutions, il faut revenir au traité de Rome, qui a attribué à la Commission européenne deux responsabilités majeures. La première était de conduire une politique commerciale extérieure commune, et l'autre était de mener, à l'intérieur de ce qui était à l'époque la Communauté économique européenne, une politique de concurrence pour faciliter et accélérer la croissance.

De nombreux observateurs expliquent souvent que la politique commerciale de l'UE est un succès parce que nous avons un excédent sur le plan du commerce extérieur. C'est une farce. Nous avons un excédent extérieur uniquement parce que nous n'avons pas de croissance. Voilà la seule raison. Si nous accélérions la croissance de la demande intérieure, l'Europe serait à l'équilibre ou en déficit. Donc, c'est l'absence de croissance qui produit un excédent extérieur des comptes courants, et non une compétitivité exceptionnelle.

Quant à la politique de la concurrence, l'Europe a complètement raté la nouvelle révolution industrielle du numérique et de l'intelligence artificielle. Nous sommes totalement en retard par rapport à la Chine et aux États-Unis dans des secteurs d'avenir comme le numérique, les biotechnologies et l'espace. Nous investissons sept fois moins que les États-Unis et la Chine dans l'espace, dix fois moins dans le numérique, et au moins cinq fois moins dans les biotechnologies. Nous accusons donc un retard considérable, non seulement sur les États-Unis, mais aussi sur la Chine. Et cela est largement dû au fait que les institutions européennes sont, du point de vue de la théorie économique, une bureaucratie. Selon cette théorie, une bureaucratie est un ensemble de règles mises en œuvre par des fonctionnaires, et c'est la mise en œuvre de ces règles qui leur confère statut, privilège et pouvoir. Ainsi, les institutions européennes, et notamment la Commission, peuvent utiliser le traité de Rome pour mettre au pas les nations.

En effet, sur les quinze dernières années, la politique de Bruxelles a été une politique anti-nation. Et ce n'est pas par méchanceté, mais par nécessité, en raison de la nature même du système bureaucratique. Si Bruxelles veut être puissante, il faut qu'elle affaiblisse les nations. Ce n'est pas par hasard qu'on a créé un Comité européen des régions. Le rêve de Bruxelles, à terme, est de devenir seule, d'éradiquer les nations et de simplement coordonner les régions constituantes de l'Union européenne.

Au lieu de concentrer son énergie, depuis 30 ans, sur le développement d'un système économique productif, Bruxelles a mis son énergie dans la construction d'un ensemble de réglementations bureaucratiques, étouffantes et suicidaires. Cela a conduit à bloquer le

développement de l'agriculture. Nous avons une économie européenne qui a crû, comme je l'ai dit, à 1 % sur les 20 dernières années, et tout permet d'anticiper que, dans les dix prochaines années, l'Union européenne, si elle ne change pas fondamentalement, ne croîtra pas plus vite.

La solution consiste donc en une évolution massive des institutions européennes. Il faut que, dans tous les domaines autres que celui de la concurrence et de la politique commerciale extérieure, la Commission européenne perde son droit d'initiative et devienne simplement le secrétariat du Conseil européen, pour proposer des évolutions et les mettre en œuvre si le Conseil européen les décide. Il faut donc, dans tous les domaines, en dehors du commerce et de la concurrence, passer à un fonctionnement intergouvernemental concernant le droit de la concurrence. Il faut transformer totalement la doctrine européenne, qui a été extrêmement statique. La vision du droit de la concurrence de la Commission n'était pas aussi dynamique que dans d'autres pays. Aux États-Unis, une entreprise qui a eu une place très importante sur un marché et qui la maintient, voire la développe par des innovations servant le bien-être des consommateurs, est en mesure de se développer. En Europe, cette entreprise est démantelée simplement en raison de sa trop grande importance sur le marché pertinent, tel que défini par la Commission européenne elle-même. Donc, elle est juge et partie sur la définition du marché pertinent, sur l'interprétation de la stratégie de l'entreprise, et elle ignore, ou a ignoré jusqu'à ces derniers mois l'aspect clé pour les Américains, qui est d'évaluer l'impact des innovations de cette entreprise sur le bien-être des citoyens en termes de nouveaux produits et services. Cela doit évoluer.

Concernant le commerce de l'UE, la Commission européenne a fonctionné, notamment depuis le marché unique de 1993, avec une politique où, lorsque des États étrangers subventionnent massivement leurs propres entreprises pour exporter vers l'Europe, la Commission met beaucoup de temps à analyser et à mettre en place des droits compensatoires. De plus, la Commission européenne fait en sorte que ces droits ne compensent pas complètement le préjudice subi par les entreprises européennes. D'autre part, ces droits compensatoires sont mis en place pour des périodes très courtes. Aux États-Unis, ces mécanismes sont mis en place très rapidement, permettent de compenser totalement le préjudice et ces droits peuvent être maintenus pendant des durées longues.

L'échec total des institutions européennes explique la situation dans laquelle nous nous trouvons. Il est donc nécessaire de provoquer les évolutions que j'ai évoquées. En dehors du commerce et de la concurrence, la Commission doit devenir le simple secrétariat politique du Conseil européen. Pour ce qui est de la concurrence, il faut adopter une vision d'analyse dynamique des marchés. En ce qui concerne la politique commerciale, il faut adopter une politique qui mette en place des droits compensatoires très rapidement, compensant 100 % du préjudice subi, et pour des durées longues.